

# REPENSER L'AVENIR DE L'ÉNERGIE

## La foi et la justice dans le monde de l'après-pétrole

Pour développer une réponse œcuménique  
à la crise de l'énergie fossile

Décembre 2007



KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
129, avenue St. Clair West, Toronto (ON) M4V 1N5  
[www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org)

**KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice** est une réponse de foi œcuménique à l'appel biblique de réaliser la justice. Les membres de KAIROS sont : le Comité mennonite central du Canada, la Conférence des évêques catholiques du Canada, la Conférence religieuse canadienne, DÉVELOPPEMENT ET PAIX, l'Église anglicane du Canada, l'Église chrétienne réformée en Amérique du Nord (Société canadienne), l'Église luthérienne évangélique au Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Église unie du Canada, le Fonds du Primat pour le secours et le développement dans le monde, et la Société religieuse des Amis (Quakers).

## **Introduction**

La vie humaine et de fait toutes les autres formes de vie sur notre planète doivent aujourd'hui affronter une véritable crise écologique. Les changements climatiques induits par l'activité humaine et les guerres du pétrole mettent en péril le présent et l'avenir de l'humanité, des autres espèces vivantes et de la Terre elle-même. Sont en jeu la vie de millions de personnes marginalisées et le bien-être et même la survie de nombreux êtres de la création de Dieu. Nous vivons en un temps d'une très grande gravité.

Il existe néanmoins un profond sentiment d'espoir : l'espérance en la fidélité de Dieu, dont l'alliance avec la Terre symbolisée par l'arc-en-ciel demeure inébranlable; l'espoir en la communauté internationale, alors que scientifiques et dirigeants évoluent de plus en plus vers une même compréhension de la situation écologique; et la confiance dans les gens ordinaires de notre pays, de plus en plus nombreux à se montrer disposés à changer leur comportement personnel et à réduire notre commune dépendance à l'égard de l'énergie fossile, cette dépendance étant par ailleurs le plus important facteur de la crise du climat.

KAIROS invite à la réflexion et à l'action à la fois pastorale et prophétique, alors même que nous nous efforçons de faire face aux impacts délétères de l'exploitation de l'énergie fossile et cherchons à concevoir et à instaurer un avenir transfiguré de bien-être pour toute la création de Dieu.

### **1. Contexte**

En adoptant le programme 2006-2010, le conseil d'administration de KAIROS a délimité un domaine de travail qui intègre les dimensions écologique, économique et des droits humains. Enraciné dans l'analyse des dommages que cause notre trop forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, ce travail vise à réaliser « une transition en profondeur vers une économie de l'énergie qui soit durable et juste, s'accompagnant de la décroissance des violations des droits humains et de la diminution de la destruction de l'écologie qu'entraîne la présente économie fondée principalement sur l'énergie fossile<sup>1</sup> ».

L'énergie et son flux traversant tous les écosystèmes et les sociétés humaines est une réalité des plus omniprésentes et des plus fondamentales aussi bien au plan écologique qu'au plan sociétal. Elle touche presque tous les aspects de la vie humaine.

Les problèmes liés à l'énergie sont apparus au cours du dernier siècle et demi et trouvent leur origine dans les nouvelles technologies et la disponibilité d'une

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

énergie à bas prix, souvent subventionnée ou soutenue par les gouvernements. Au nombre de ces problèmes il y a le prix des combustibles fossiles, qui ne comprend pas ses coûts externes réels et a entraîné l'utilisation généralisée, abusive et inefficace de l'énergie. Avec le temps, cette pratique a généré une nouvelle et énorme infrastructure d'établissements humains avec tous ses impacts sur l'environnement, l'industrie et le commerce, les systèmes de transport et la production des aliments - le tout dépendant d'une énergie relativement peu coûteuse. Dans un monde de six milliards d'humains et toujours le nombre va toujours en augmentant, nous reconnaissons désormais qu'une telle infrastructure, avec la production et l'utilisation de l'énergie qu'elle implique, crée une myriade de problèmes environnementaux, sociaux, économiques et politiques très graves, pratiquement réfractaires à toute solution à cause de leur ampleur et de leur caractère systémique.

KAIROS focalise son action de promotion de la justice en matière énergétique sur un aspect particulier du dilemme énergétique global : l'énergie fossile, ou encore les combustibles fossiles. L'énergie fossile se trouve au cœur d'un ensemble de crises entremêlées : changements du climat mondial, guerres pour la ressource et dommages écologiques aux écosystèmes, y compris l'air que nous respirons. L'action nécessaire au développement d'un nouveau paradigme énergétique doit porter sur de nombreuses autres facettes de la situation, mais elles se situent à l'extérieur du champ de travail de KAIROS. Nous espérons toutefois que notre travail sur les combustibles fossiles contribuera de manière significative à résoudre le problème plus large de l'énergie que le monde doit affronter.

Virtuellement tous les secteurs de l'économie mondiale, y compris de façon très importante l'agriculture, le secteur manufacturier et le transport, dépendent fortement de l'industrie de l'énergie fossile. Cette dépendance devient de plus en plus dangereuse pour la Terre, ses écosystèmes et sa population. La lutte pour le contrôle des réserves et de la production de pétrole a alimenté certains des conflits les plus meurtriers du monde, entraînant des violations massives des droits humains et des millions de morts. La combustion de l'énergie fossile a eu un impact dramatique sur les écosystèmes du monde, produisant des concentrations toujours plus grandes de gaz à effet de serre (GES), au point que les changements climatiques constituent peut-être aujourd'hui la plus grave menace jamais connue à la survie des espèces humaine, animale et végétale de la planète.

Les populations les plus pauvres du monde, en particulier celles qui vivent dans les régions arides et montagneuses, les zones tropicales, les petites îles et les régions côtières ou polaires, ressentent les premiers impacts de la crise du climat et en subiront probablement les effets les plus destructeurs alors que ceux-ci iront s'intensifiant au cours des prochaines années. La pollution de l'air causée par la

combustion de l'énergie fossile et par les toxines pétrochimiques largement utilisées en agriculture, dans le secteur manufacturier et pour la production d'électricité, a des effets généralisés sur la santé, incluant l'asthme, d'autres maladies respiratoires et le cancer<sup>2</sup>.

Parmi tous les pays industrialisés membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada affiche l'une des pires performances quant au taux d'émission per capita et d'émission totale de produits toxiques<sup>3</sup>. L'ozone et les particules dangereuses endommagent le système respiratoire et entraînent la mort à cause de maladies respiratoires et coronariennes<sup>4</sup>. De plus, les coûts en visites à l'hôpital et en absentéisme au travail entraînés par la pollution de l'air se montent à des milliards de dollars chaque année. Toutes les phases du cycle de vie du pétrole, de l'exploration à l'utilisation quotidienne, peuvent avoir des effets dommageables sur les humains, la vie sauvage et les écosystèmes dont nous dépendons<sup>5</sup>.

Alors même que l'humanité continue d'accroître la production et la consommation de pétrole et de gaz, des signes montrent que nous approchons d'une « crête pétrolière<sup>6</sup> » et que les combustibles fossiles se feront plus rares et plus difficiles à extraire. Si le rythme actuel de consommation ne décroît pas, il pourrait s'ensuivre des scénarios alarmants, entre autres l'intensification de l'exploration pétrolière dans les écosystèmes fragiles, l'augmentation des conflits pour le contrôle du pétrole, et de profondes fractures économiques et sociales dues au manque d'énergie.

KAIROS et les coalitions qui l'ont précédée se sont attaquées depuis longtemps aux enjeux de la production et de l'utilisation inévitables et non soutenables des combustibles fossiles. Il y a plus de 25 ans, GATT-FLY offrait aux Églises canadiennes et au grand public son expertise en analyse des politiques et sur les options ouvertes au Canada pour atteindre la durabilité en matière d'énergie. Les coalitions pour les droits humains, le Groupe de travail œcuménique sur la responsabilité sociale des entreprises et Project North (devenu plus tard la Coalition pour les droits des Autochtones) furent les premiers groupes à s'opposer aux opérations de certaines compagnies pétrolières au Canada et à l'étranger qui contribuaient à l'oppression des populations locales et attisaient le feu des conflits. Dès le début des années 1990, Dix jours pour la justice dans le monde et le Comité œcuménique sur l'écologie sonnaient l'alarme à propos des changements climatiques. Les campagnes d'éducation du public sur le Protocole de Kyoto menées au début des années 1990 sous le leadership du Conseil canadien des Églises et en 2000 sous celui de l'Initiative œcuménique canadienne du Jubilé ont contribué à développer un large appui de la population à la ratification du protocole.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

KAIROS veut aujourd'hui intégrer les dimensions écologique, économique et de droits humains de la dépendance à l'égard de l'énergie fossile dans un seul cadre d'analyse et d'action, et renouvelle son exhortation pressante à développer une culture et une économie de l'énergie fondamentalement nouvelles, qui soient justes, équitables, participatives et durables. Nous offrons le présent document comme outil pour faciliter un nouvel apport des Églises et des organisations d'Église membres de KAIROS au développement d'un tel cadre.

De plus, six courts documents d'analyse exposent plus en détail divers aspects centraux de notre étude de la justice en matière d'énergie et nous y ferons référence à la fin de chacune des sections qui suivent. Ces études présentent une information plus fouillée et plus détaillée pour le bénéfice des personnes désireuses d'analyser la question plus en profondeur et de discuter des orientations proposées dans le présent document.

[Pour obtenir plus d'information, voir le document d'analyse *A: Energy – The Lifeblood of Ecosystems*, pp. 1-4.]

## **2. Principes théologiques et éthiques**

Notre analyse de la crise écologique que nous vivons et notre effort pour imaginer un avenir de restauration s'enracinent dans notre foi chrétienne. Tout au long de la tradition judéo-chrétienne, des interprétations bibliques et des perspectives théologiques ont affirmé l'existence d'une relation d'interconnexion et d'interdépendance avec l'ensemble de la création.

Certaines traditions mettent plus particulièrement l'accent sur le fait que Dieu habite le monde naturel par l'incarnation et attribuent une valeur sacramentelle à cette présence. Toute la création témoigne donc du Créateur. D'autres mettent l'accent sur la richesse des dons de la création, que Dieu aime comme devrait aussi l'aimer l'humanité. D'autres encore attirent l'attention sur la responsabilité qui incombe aux humains à titre de gardiens et de gardiennes de la création, non pas comme un privilège, mais comme le devoir de la cultiver et d'en prendre soin. D'autres enfin exhortent à mener une vie de simplicité dans un monde de surconsommation qui blesse gravement la création de Dieu. De nombreuses Églises nord-américaines, explorant une théologie contextuelle de l'écologie, se sont enrichies spirituellement par le dialogue à la fois avec les chrétiens autochtones – femmes et hommes – et avec celles et ceux qui pratiquent les religions autochtones traditionnelles.

Par ailleurs, les recherches et les publications en théologie féministe, écologique, de la création et autres ont montré comment des compréhensions déformées de la relation véritable du Créateur à sa création se sont révélées dommageables pour la

Terre et pour les Églises au cours des siècles. On a utilisé le texte de la Genèse mentionnant la « domination » de l'homme sur la création (*Gn 1,26*) pour renforcer des systèmes hiérarchiques de pouvoir; cela a contribué à séparer l'humanité de la nature. L'identification exclusive du féminin à la nature a mené à l'oppression des deux<sup>7</sup>. Ces représentations, amplifiées par les Lumières et convenant bien aux besoins de l'industrialisation, ont sanctionné le militarisme, l'industrie militaire et l'exploitation illimitée des ressources de la Terre.

Aujourd'hui, en réponse à la crise écologique, la grande majorité des théologiens rejettent la notion de domination humaine sur la nature parce qu'elle occulte l'oppression des espèces vivantes autres qu'humaines et qu'elle est incohérente avec les intuitions fondamentales de la foi chrétienne.

Pour concevoir un avenir écologiquement juste, il nous faudra continuer d'apprendre de la sagesse lovée dans nos traditions de foi. KAIROS accueillent les diverses et riches contributions théologiques de toutes les Églises membres de son réseau.

Dans cet esprit œcuménique, nous professons ici des croyances fondamentales qui nous sont communes.

### ***2.1 Nous croyons que le monde, œuvre de Dieu, a en lui-même son propre mérite et sa propre valeur.***

Après chaque acte créateur, le premier récit de la création du monde (*Genèse 1*) raconte que Dieu « vit que cela était bon ». À l'exemple de Dieu, nous valorisons la création sur ses propres bases et nous nous en soucions comme Dieu son créateur le fait. Cet enseignement nous appelle à changer notre vision du monde, à passer d'une vision d'exploitation effrénée de ce qui n'a de valeur que par l'usage que nous en faisons à une compréhension de la Terre comme communauté de vivants interreliés, mutuellement dépendants les uns des autres pour la vie et la survie.

### ***2.2 Nous croyons que nous avons part à la relation d'alliance par laquelle Dieu se relie à toute la création.***

Nous apprenons de *Genèse 2,15* que lors de la création du Jardin d'Éden, Dieu a aussi chargé les humains de « le cultiver et le garder ». Nous lisons dans *Genèse 9,8-17*, que Dieu, par amour pour toute la création, établit une alliance inter-espèces et inter-génération. « Et Dieu dit : Que ceci soit le signe de l'alliance que j'établis entre moi et vous, une alliance pour toutes les générations à venir. Je mets mon arc-en-ciel dans les nuages et il sera le signe de mon alliance avec la terre. » Le signe de l'arc-en-ciel nous rappelle le don que Dieu, par la création, nous fait de la vie durable, et le

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

récit du Jardin d'Éden nous rappelle à notre responsabilité, en tant qu'humains, de faire notre part pour en prendre soin. La crise du climat exige de façon urgente que nous renouvelions cette alliance par la construction de *communautés durables* qui nourriront les relations au sein de la famille humaine, et entre les humains et le reste de la communauté écologique<sup>8</sup>.

### ***2.3 Nous croyons que notre façon de traiter les personnes pauvres et vulnérables et toute la création est le reflet de notre fidélité à Dieu.***

Les Écritures des Hébreux affirment que le souci des personnes vivant dans les marges – la veuve, l'orphelin, l'étranger – est une exigence de la sainteté (*Ex 22,21-27; Dt 10,17; Dt 24,20-21; Pv 19,17*). Dans les Évangiles, le souci des pauvres, des malades et des étrangers est assimilé au service de Dieu (*Mt 25,31-46*).

La crise actuelle du climat affecte de façon disproportionnée les populations vulnérables en détruisant les cultures et les modes de vie, qu'il s'agisse des populations et des communautés de l'Arctique, des îles du Pacifique, des régions arides ou des basses-terres et des collectivités côtières. Les guerres autour des combustibles fossiles ont causé d'énormes souffrances et d'innombrables morts et ont eu de nombreux impacts négatifs sur les populations marginalisées des pays stratégiques du point de vue de l'énergie fossile. Comme chrétiennes et chrétiens, nous remettons en cause les choix à l'origine de ces situations, tragiques pour les populations vulnérables, et notre action se fonde sur le principe de la solidarité à laquelle Dieu nous appelle.

Une conscience nouvelle de l'écologie et de l'inter-connectivité de la vie tout entière nous amène à élargir notre compréhension de qui est pauvre et vulnérable aujourd'hui pour y inclure les espèces en danger et les espèces en voie d'extinction, qui font aussi partie de la création.

### ***2.4 Nous croyons que Dieu veut que les gens vivent dans la miséricorde et la compassion pour les autres humains et pour toute la création et dans le respect mutuel, et que tel sera le fondement de la paix et de la justice.***

L'appel radical de la Bible à aimer notre prochain comme nous-mêmes (*Lv 19,18; Mc 12,31*) et la règle d'or qui nous presse de faire aux autres ce que nous voulons qu'ils nous fassent (*Mt 7,12*) nous exhortent à ne pas chercher notre bien-être aux dépens des autres. La crise du climat a été largement précipitée par les pays industrialisés, avec des avantages disproportionnés pour les plus riches d'entre eux, qui ont récolté les bénéfices de la mondialisation.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

Mais les pays en développement, les plus pauvres d'entre eux en particulier, paient le prix des choix des riches et des puissants. L'industrie du pétrole, dominée par quelques méga-entreprises, est un puissant instrument de concentration des richesses dans les mains d'une petite minorité, alors que la majorité des citoyens de nombreux pays exportateurs de pétrole ne retirent aucun bénéfice de leurs propres ressources. Cet écart injuste va à l'encontre d'un partage équitable fondé sur l'amour du prochain. De plus, les pays riches, et les riches dans tous les pays, vivent d'excès matériels. L'équité et la sobriété doivent au contraire devenir des principes centraux de la solution de la crise du climat et de la distribution et de la consommation de l'énergie.

### *2.5 Nous croyons que Dieu veut la restauration de toutes choses par le Christ, et nous invite à y collaborer par des actes de guérison et de transformation.*

Les Écritures abondent en visions de restauration de la création, y compris du renouvellement de l'alliance (Éz 47,1-12; Is 58,1-12; Is 61,1-4; Is 65,11-25; Ap 21,1-4). Bien que l'état actuel de notre planète constitue la plus grave des crises, nous ne sommes pas sans espoir ni sans vision; notre foi ne nous permet pas le luxe du désespoir. Le Christ ressuscité nous rétablit dans une juste relation à Dieu, les uns aux autres, et à la création de Dieu dont nous dépendons.

Nos efforts pour parvenir à une vision de restauration écologique sont conformes à l'amour de Dieu pour sa création et à son intention au sujet de la communauté des fidèles. Toutefois, on ne pourra restaurer le bien commun que par des processus socialement justes reposant sur la participation de toutes et de tous aux décisions sur les façons de satisfaire aux besoins de base et de gérer la vie communautaire. Le principe de la juste participation sera également important pour la guérison de la Terre<sup>9</sup>.

### **3. La crise du climat**

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les humains ont déjà commencé à affecter les populations vulnérables (comme les Autochtones du Nord canadien), les pauvres (en particulier les femmes, les communautés rurales et les populations dont la subsistance dépend des ressources) et les écosystèmes partout dans le monde<sup>10</sup>. Si les émissions de GES continuent d'augmenter, les changements climatiques auront des effets catastrophiques pour la vie sur terre. Pour éviter un tel avenir, des changements fondamentaux doivent survenir, en particulier chez les nations et les populations qui ont le plus bénéficié au cours du siècle passé de la production et de la consommation des combustibles fossiles.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

Nous n'avons que trop attendu déjà pour passer à l'action. Il est temps de payer notre dette écologique envers les pauvres, les moins responsables mais les plus touchés, et envers la planète. Le rythme et la profondeur de ces changements doivent être gouvernés en priorité par ce qui est requis pour éviter des taux dangereux d'émission de GES, et non par ce que peuvent porter l'économie qui dépend de l'énergie fossile ou l'électorat politique. Les retards à agir relèvent de l'inconscience et préparent une crise toujours plus profonde pour les prochaines générations.

### ***3.1 Les nations ayant été les plus grandes consommatrices d'énergie fossile et donc les plus grandes émettrices de GES sont les premières à devoir porter un plus lourd fardeau de réduction des émissions de GES.***

Nous avons promu et nous continuons d'affirmer le principe inscrit dans le Protocole de Kyoto selon lequel le Canada, les États-Unis, l'Europe et les autres pays industrialisés doivent assumer la responsabilité primordiale des GES et être les premiers à réduire leurs émissions de GES. L'appropriation par ce groupe de nations d'une part disproportionnée des ressources mondiales d'énergie fossile a contribué de façon significative à creuser l'écart scandaleux entre les riches et les pauvres et entre le Nord global et le Sud global.

En dépit de la forte croissance de l'utilisation des combustibles fossiles dans des pays comme la Chine et l'Inde, les pays pauvres contribuent moins per capita aux changements climatiques mais en souffrent davantage. De même, à l'intérieur des pays, les pauvres ont une moindre part de responsabilité dans le développement du problème, mais en souffrent davantage. Les Canadiens et les autres peuples initialement protégés contre les pires effets des changements climatiques par leur richesse et leur localisation géographique ont l'obligation légale en vertu du droit international de même que le devoir moral de prendre des mesures pour protéger les populations plus vulnérables. Sans contredit possible, dans une communauté mondiale interdépendante, les impacts sur les autres pays auront éventuellement des conséquences sérieuses sur le Canada également. Pour contrer efficacement la crise du climat, il est hautement prioritaire que les divers paliers de gouvernement au Canada introduisent de la cohérence dans et entre les orientations politiques et budgétaires de tous les programmes de tous leurs ministères et autres instances.

### ***3.2 Le Canada doit emprunter en matière d'énergie une voie nouvelle et plus durable.***

Alors que le Canada et de nombreux autres pays épuisent graduellement les réserves conventionnelles connues de pétrole et de gaz, on voit de plus en plus les abondants sables bitumineux de l'Ouest canadien et les champs pétrolifères sous-marins du Canada atlantique comme une ressource pour faire du Canada un

exportateur net de pétrole pour de nombreuses années à venir. Mais comme les sables bitumineux sont la plus importante source d'augmentation des émissions de GES au Canada, l'actuelle course frénétique et les plans à long terme pour les développer sont irréconciliables avec la nécessité de réduire dramatiquement l'émission globale de GES par le Canada<sup>11</sup>. On commence à peine à prendre en compte le coût véritable de ce rapide développement, incluant les coûts qu'on a refilés jusqu'à présent à la société et à l'environnement.

L'énorme quantité d'eau potable utilisée pour extraire le pétrole des sables bitumineux et la pollution des sources d'eau qui s'ensuit nous sont également un objet de profonde préoccupation. Les communautés autochtones en aval du développement des sables bitumineux souffrent des conséquences négatives que les débits d'eau réduits et l'eau contaminée ont sur leur santé et sur leurs moyens de subsistance<sup>12</sup>. Les communautés avoisinantes subissent des pressions insoutenables sur leur habitation, leur santé et le développement de leurs infrastructures, pressions qui ont de multiples conséquences sur l'économie sociale dans son ensemble. De plus, l'impact écologique global des excavations à grande échelle et de la construction d'infrastructures pour le développement des sables bitumineux entraînent de graves dommages pour les espèces vivantes et les écosystèmes de la région.

Les membres de KAIROS ont l'occasion de s'engager dans ces enjeux aux plans local, régional et national alors que des questions touchant directement à leur travail et à leur ministère font l'objet d'études et qu'on leur cherche des solutions. Il faut entreprendre de façon urgente des discussions sur ces enjeux avec toutes les parties concernées, en particulier dans les régions les plus touchées. Une des questions à poser est la suivante : doit-on promouvoir un moratoire sur l'approbation des projets d'exploitation des sables bitumineux et sur leur futur développement jusqu'à ce que ces préoccupations aient été résolues et qu'on ait élaboré un plan réaliste pour limiter les émissions de GES conformément aux obligations du Canada en vertu de Kyoto et pour réaliser les réductions additionnelles qui seront requises après Kyoto<sup>13</sup>?

### ***3.3 Il est essentiel de plafonner et de taxer les émissions de carbone pour amener les producteurs et les consommateurs à prendre leurs responsabilités et pour en venir à des réductions en termes absolus.***

Il est essentiel de mettre un prix sur les émissions de carbone afin de forcer les industries, les commerces, les organisations (y compris les Églises) et les individus à reconnaître les coûts sociaux et écologiques de la consommation excessive d'énergie fossile et pour induire un changement de comportement des entreprises et des

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

personnes (mesures de conservation et d'efficacité, capture et emmagasinage du carbone<sup>14</sup>, et recours à des formes d'énergie alternatives et renouvelables).

Parmi les options qui s'offrent pour atteindre ces buts il y a l'imposition de normes strictes et obligatoires pour réglementer les émissions permises, et la création d'un système d'«échanges» ou marché des droits d'émission dans le cadre d'un plafonnement global des émissions de carbone. On ne pratique pas encore beaucoup l'achat compensatoire de carbone<sup>15</sup>, et celui-ci ne s'est pas avéré d'une grande efficacité pour freiner les émissions, en partie à cause du manque de disponibilité et parce que le coût pour les émetteurs est probablement encore trop bas. Les programmes compensatoires ont parfois eu des effets négatifs sur les collectivités locales du Sud et affichent un bilan douteux en termes de réelle capture du carbone<sup>16</sup>.

Bien que les faibles coûts de l'énergie, les technologies contemporaines et d'autres caractéristiques des systèmes énergétiques actuels aient livré certains bénéfices, y compris des emplois et des revenus fiscaux, il n'en demeure pas moins que la fixation du prix des émissions de carbone, comme c'est d'ailleurs également le cas pour le prix des combustibles fossiles eux-mêmes, n'a pas encore commencé de vraiment prendre en compte leurs coûts externes réels. Pour progresser dans cette voie, il faudrait du leadership politique pour opérer des changements substantiels dans les principales sources qui alimentent les problèmes actuels, en particulier dans la détermination des prix et les autres paramètres économiques (y compris les politiques fiscales), de façon à prévenir ce qui sans cela affectera négativement et démesurément les consommateurs les plus pauvres du Nord et du Sud.

Environ 700 compagnies des secteurs de l'extraction des biocombustibles, de la production d'électricité et d'autres secteurs industriels sont responsables d'à peu près la moitié des émissions de gaz à effet de serre au Canada. Une loi adoptée récemment oblige le Canada à fixer des cibles de réduction de ses émissions en conformité avec ses engagements en vertu du Protocole de Kyoto (réduire nos émissions de 6 % sous le seuil de 1990) et pave la voie à l'application d'une taxe du carbone ou d'une amende pour les émissions excédant cette cible. Les cibles « d'intensité », qui exigent des compagnies qu'elles réduisent leurs émissions de GES par unité de production, mais qui permettent qu'augmentent les niveaux absolus d'émission de GES, s'avéreront inadéquates et inefficaces. Un système de plafonnement et de marché des émissions générera de plus grandes réductions globales plus rapidement et sera plus conforme aux accords internationaux.

Environ les deux cinquièmes des émissions canadiennes de GES surviennent en aval de la chaîne, lors de l'utilisation de l'énergie fossile par les transports, le commerce, les résidences, et les institutions. Exiger qu'en bout de ligne les utilisateurs paient

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

une taxe du carbone découragera la surconsommation. Les revenus tirés de cette taxe pourront être investis en vue de réduire encore davantage la consommation et ainsi conduire à de plus grandes réductions de GES, qui seront requises dans un proche avenir.

Mais on doit reconnaître qu'une taxe du carbone pourrait affecter les pauvres de façon disproportionnée si elle entraîne une augmentation générale des coûts dans des secteurs comme le chauffage. Ces coûts constituent déjà un lourd fardeau pour les personnes ne disposant que d'un faible revenu et vivant souvent dans des maisons mal isolées. De plus, on doit s'assurer que les éco-subsides et les crédits de taxes ne bénéficient pas aux citoyens à revenu moyen qui ont la capacité d'acheter des produits écologiques et ainsi éviter qu'on ne détourne les revenus de taxation des programmes sociaux et des transferts bénéficiant aux plus pauvres d'entre nous. Il ne faut épargner aucun effort pour éviter qu'une taxe du carbone ne conduise à un plus grand appauvrissement des personnes à faible revenu.

### ***3.4 L'industrie automobile promeut une culture non soutenable de dépendance à l'égard de la voiture; un changement radical s'impose ici pour aider à résoudre la crise de l'énergie fossile.***

L'un des enjeux les plus problématiques de l'énergie fossile en Amérique du Nord concerne la culture de la voiture, à savoir les liens serrés qui entrelacent les modes de travail, d'habitation et de transport, qui continuent de se multiplier et de s'étendre et qui rendent difficile d'introduire de nouvelles, et meilleures, options.

Au cours des 50 dernières années, on a vu disparaître des quartiers et des centres-villes, sauf dans certains secteurs des grandes villes, les services nécessaires à la vie quotidienne. Là où, il y a plusieurs décennies, même dans les petites agglomérations, les gens pouvaient généralement se rendre à pied à l'école, au centre de services médicaux, à la bibliothèque, au comptoir postal, à l'épicerie et aux autres établissements commerciaux, ou bénéficier de services de livraison, il est maintenant virtuellement nécessaire d'avoir une voiture pour y avoir accès.

Ceux qui s'opposent fortement à des changements importants dans les politiques d'utilisation de l'énergie fossile – et parmi ces opposants se trouvent les compagnies pétrolières, l'industrie automobile, des syndicats du secteur industriel, et les gouvernements provinciaux qui engrangent les revenus fiscaux – ont des intérêts à préserver dans les systèmes énergétiques actuels.

### ***3.5 Il est nécessaire de s'adapter aux inévitables changements climatiques, mais l'adaptation ne saurait constituer la stratégie de base pour résoudre la crise globale des changements climatiques.***

On peut déjà constater les effets négatifs des émissions de GES au Canada et ailleurs dans le monde. D'autres conséquences résultant des émissions actuelles se manifesteront inévitablement. Le Canada doit consacrer des ressources significatives pour venir en aide à celles et ceux qui souffrent de ces effets, en particulier les peuples autochtones du Nord canadien. Le Canada doit aussi se préparer à l'augmentation du nombre de « réfugiés de la crise du climat<sup>17</sup> » au fur et à mesure que ses impacts écologiques forceront les populations vulnérables à migrer. Cela peut aller jusqu'à redéfinir les exigences posées à l'entrée des immigrants et augmenter les quotas.

Cependant, le Canada doit aussi fournir immédiatement un effort concerté pour atteindre les cibles actuelles de Kyoto et pour réaliser les réductions d'émissions beaucoup plus importantes qui seront nécessaires pour éviter les conséquences catastrophiques de la crise du climat<sup>18</sup>. Il est impérieux que la communauté internationale dans son ensemble se mette résolument d'accord pour limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à moins de deux degrés Celsius - et aussi bas que possible sous cette valeur - en comparaison du niveau préindustriel.

### ***3.6 Les membres de KAIROS et en général toute la communauté des Églises peuvent s'ils le veulent devenir un modèle des changements requis de la part de l'ensemble de la société canadienne.***

KAIROS pourrait adopter un protocole de l'énergie à usage interne comme l'une des façons de vivre concrètement son engagement. Comme institutions, nous pouvons développer des plans d'action exhaustifs et créateurs - incluant des mesures d'efficacité énergétique pour nos édifices et de nouvelles politiques de déplacements - en vue de réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Les programmes d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie qui existent déjà dans certaines Églises et qui peuvent servir de modèles devraient être plus largement partagés et diffusés afin d'encourager les autres à s'engager pareillement. Nous pouvons aussi inviter les autres à se pénétrer d'une nouvelle vision sociale et économique qui les conduirait à réduire leur utilisation de combustibles fossiles, une vision apte à influencer sur nos choix de moyens de transport, d'habitation et d'achat de biens de consommation.

Les Églises peuvent aussi remettre en cause l'actuelle orthodoxie économique et culturelle de croissance et de consommation illimitées. Des enseignements éco-théologiques et éco-spirituels sont à redécouvrir afin d'étayer notre cheminement vers une conscience nouvelle de notre rôle et de nos responsabilités envers l'ensemble de la communauté Terre. Cela exigera qu'au plus profond de notre

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

conscience nous changions de paradigme, et que nous comprenions comment protéger la communauté Terre en liant la sécurité humaine nouvellement redéfinie à la sécurité de toute la création. Suivant le principe d'intégrité fondé sur la règle d'or, et comme alternative aux prédictions d'avenir apocalyptiques et paralysantes, les Églises peuvent offrir la croyance, source d'espoir, que le changement est possible et préférable au statu quo.

[Pour obtenir plus d'information sur la section 3 ci-dessus, voir le document d'analyse B: *Climate Change and Fossil Fuels*.]

#### **4. Droits humains et conflits**

Le contrôle des combustibles fossiles ou l'accès à cette énergie a constitué un objectif clé de la politique étrangère des plus grandes puissances du monde en vue de maintenir les iniquités dans la répartition du pouvoir et de la richesse. Ces pays ont souvent eu recours à la force militaire pour garder ou installer au pouvoir des régimes qui leur étaient favorables dans des pays riches en pétrole ou jugés stratégiques. Ces régimes permettent, pour le lucratif bénéfique d'une petite élite gouvernementale, l'exploitation des ressources pétrolières de leur pays par les compagnies étrangères et l'exportation du combustible nécessaire pour répondre aux besoins en énergie des puissances militaires<sup>19</sup>.

Dans d'autres situations, des conflits internes ont éclaté autour du contrôle du pétrole et des profits à en tirer, ce qui a fréquemment provoqué des vagues de réfugiés, des violations massives des droits humains, et la mort et le déplacement de millions de personnes<sup>20</sup>. Plus souvent qu'autrement, les femmes souffrent plus que leur lot des conflits et des guerres. Ce sont elles qui le plus souvent assument la responsabilité de prendre soin de leur famille dans les circonstances difficiles des camps de réfugiés; elles sont particulièrement vulnérables aux agressions et à l'exploitation. Passer de la dépendance à l'égard de l'énergie fossile à une économie reposant sur des sources d'énergie locales et durables pourrait éventuellement éliminer ce qui a constitué au cours du dernier siècle une source majeure de guerres et de violation des droits humains.

##### ***4.1 Le recours direct ou indirect du Canada à la force militaire pour se procurer de l'énergie ou renforcer son accès aux ressources énergétiques d'autres pays va à l'encontre des valeurs canadiennes.***

Au cours des dernières années, l'armée canadienne s'est de plus en plus transformée de force militaire axée en priorité sur le maintien de la paix en armée contribuant de plus en plus à la « guerre contre le terrorisme », une notion étroitement associée au contrôle militaire des sources d'énergie fossile. Ce

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

changement de cap a par exemple entraîné le Canada dans le sillage des objectifs de la politique étrangère des États-Unis, comme en Afghanistan par exemple<sup>21</sup>.

Parce que les réserves mondiales de pétrole et de gaz diminuent, alors que la demande augmente, l'éventualité de nouvelles interventions militaires par les pays qui dépendent de l'importation du pétrole va également augmenter<sup>22</sup>. Nombreux sont ceux qui proposent que le Canada reconnaisse nommément dans sa politique étrangère que de telles interventions militaires sont illégales, et s'y oppose activement.

#### ***4.2 Les compagnies canadiennes d'énergie fossile doivent être tenues légalement responsables de leurs agissements à l'étranger lorsque ceux-ci sont associés à des violations des droits humains et à des dommages à l'environnement.***

L'approche volontaire pour réguler le comportement des entreprises canadiennes à l'étranger a clairement échoué à protéger les droits humains et les écosystèmes, en particulier au Sud<sup>23</sup>. Nos partenaires de ces régions du monde nous disent que les collectivités locales perçoivent de plus en plus le Canada à travers le prisme de la conduite des entreprises canadiennes, ce qui laisse l'impression que notre pays se préoccupe moins des droits humains et de la durabilité écologique que de la valeur pour les actionnaires<sup>24</sup>.

KAIROS a constamment exhorté le gouvernement du Canada à mettre en application des lois exigeant des compagnies canadiennes opérant à l'étranger qu'elles respectent les normes environnementales et les droits humains internationalement reconnus, y compris les droits des travailleurs et des peuples autochtones, et demandé que la loi les tienne redevables lorsqu'elles se font complices de violations des droits humains et de dommages à l'environnement<sup>25</sup>.

#### ***4.3 Le gouvernement canadien doit soutenir les efforts nationaux et internationaux visant à tenir tous les acteurs étatiques responsables des violations des droits humains associées à l'extraction du pétrole et du gaz.***

Vient se conjuguer aux activités de l'industrie pétrolière et gazière dans les pays riches en ressources le legs tragique des violations flagrantes des droits humains commises par les acteurs étatiques. Parmi celles-ci, il faut mentionner le déplacement de populations autochtones et les milices, soutenues par les gouvernements, qui s'efforcent d'éliminer la résistance locale. Les gouvernements se sont employés par des moyens contraires aux droits de leurs citoyennes et de leurs citoyens à faciliter les opérations des compagnies pétrolières et gazières.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

KAIROS est régulièrement intervenu auprès du gouvernement canadien pour qu'il multiplie les efforts visant à prévenir de telles violations ou, advenant qu'elles se commettent, pour aider les victimes à avoir accès aux mécanismes juridiques existants, tels le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et la Cour pénale internationale, et ainsi forcer les auteurs des violations des droits humains associées au pétrole et au gaz à rendre des comptes.

[Pour obtenir plus d'information sur les sections 4.2 et 4.3 ci-dessus, voir le document d'analyse C: *Regulating Canadian Mining, Oil and Gas Companies Operating Internationally*, pp. 12-14.]

#### ***4.4 Le gouvernement du Canada se doit d'agir face à la corruption des gouvernements étrangers et des ventes d'armes suspectes que rendent possibles les revenus du pétrole et du gaz.***

Les revenus élevés générés par les exportations de pétrole et de gaz alimentent souvent la corruption des gouvernements et soutiennent les régimes militaires autocratiques. Les États et les milices appuyées par les États utilisent les pétrodollars pour acheter des armes légères et se procurer d'autres types d'armements qui servent à réduire au silence les mouvements d'opposition et à réprimer les populations civiles.

Le gouvernement du Canada doit accroître son soutien actif aux initiatives qui, comme l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive<sup>26</sup>, promeuvent la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance dans l'utilisation des revenus du pétrole et du gaz, et doit faire en sorte que ces normes s'appliquent aussi bien au Canada qu'aux activités des compagnies canadiennes à l'étranger.

#### ***4.5 Il faut s'assurer de promouvoir et de protéger avec vigueur les droits des peuples autochtones du Canada mis en cause par l'extraction et le développement des ressources d'énergie fossile.***

Au Canada, de nombreux gisements de pétrole et de gaz sont situés sur ou près de territoires traditionnels des Premières Nations et d'autres peuples autochtones; ils sont souvent intégrés aux négociations en cours des revendications territoriales et des droits liés aux traités. De même, la construction de longs pipelines impliquent souvent les droits territoriaux des Autochtones. Des Premières Nations développent de plus en plus elles-mêmes des projets d'exploitation des ressources énergétiques. Ce sont les peuples autochtones qui ressentent le plus directement l'impact écologique des mégaprojets énergétiques dans le Nord<sup>27</sup>. Mais les consultations des peuples autochtones et leur participation aux décisions relatives aux projets pétroliers et gaziers ont été terriblement inadéquates. Le gouvernement et les

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

entreprises impliquées doivent faire en sorte que les projets de développement énergétique obtiennent le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) de toutes les populations autochtones concernées.

Il faut en même temps reconnaître que les peuples autochtones ne partagent pas tous la même vision des bénéfices et des inconvénients des grands projets énergétiques. De plus, certaines Premières Nations, voulant développer leur propre économie, mettent elles-mêmes en œuvre des projets énergétiques. KAIROS se doit d'approfondir le dialogue et la discussion de ces enjeux avec les peuples autochtones.

[Pour obtenir plus d'information sur le CLPE, voir le document d'analyse C: *Regulating Canadian Mining, Oil and Gas Companies Operating Internationally*, pp. 12-14.]

#### ***4.6 KAIROS a un rôle à jouer pour faire diminuer le nombre de conflits et de cas de violation des droits humains associés à l'énergie fossile.***

On présente souvent les conflits qui éclatent autour de l'énergie fossile comme des guerres pour la démocratie et la liberté. KAIROS, qui s'efforce de se donner une meilleure compréhension des origines de ces conflits et de leurs enjeux, accueille positivement toutes les occasions de contribuer à la discussion et à la réflexion de la communauté œcuménique. KAIROS peut mobiliser ses membres pour s'opposer à ces guerres et œuvrer à la construction de la paix. Nous pouvons accroître notre soutien aux organisations du Sud qui interviennent sur les enjeux de justice liés à l'extraction des combustibles fossiles et aux conflits, et mettre en lumière le rôle des compagnies canadiennes dans la perpétuation des injustices liées à l'énergie fossile. Nous pouvons appuyer nos partenaires autochtones du Canada qui résistent aux projets d'énergie fossile qui sont préjudiciables à leur autodétermination, tout en appuyant les activités de développement qui sont justes. Nous pouvons intervenir publiquement d'une seule voix œcuménique pour redresser les torts passés et la violente histoire de l'exploitation de l'énergie fossile dans le monde en contribuant tracer pour le secteur de l'énergie une voie nouvelle et durable ouvrant sur un avenir de paix.

[Pour obtenir plus d'information sur ce point, voir le document d'analyse D: *Fossil Fuels, Conflict and Human Rights*, pp. 15-17.]

### **5. Subventions gouvernementales à la production de combustibles fossiles**

L'utilisation de l'argent public par les gouvernements doit refléter les priorités publiques. Les outils financiers que sont les politiques fiscales, les incitatifs et les mesures dissuasives peuvent servir à favoriser la transition vers une économie de

l'énergie qui soit soutenable. Les politiques gouvernementales sont grandement contradictoires : d'un côté, elles s'engagent à combattre les changements climatiques et les autres impacts négatifs de l'utilisation des combustibles fossiles, et de l'autre, elles subventionnent généreusement les compagnies d'énergie fossile<sup>28</sup>. Bien que certaines régions et certains secteurs puissent avoir besoin de l'aide gouvernementale dans une période de transition, il faut pourtant établir un nouveau type de rapport avec les compagnies canadiennes d'énergie fossile, un rapport qui mette fin au traitement préférentiel accordé historiquement par le gouvernement à cette industrie.

Ces subsides et leur impact sur les autres options politiques possibles doivent faire l'objet d'intenses discussions publiques. Étant donné la nécessité de réduire la consommation d'énergie fossile, il faut procéder avec urgence à une étude approfondie de tous les subsides gouvernementaux qui encouragent le recours à l'énergie fossile, comme par exemple les subsides consentis aux manufacturiers d'automobiles, à la construction de routes dans les banlieues, et aux aéroports. Et il faut simultanément envisager des incitatifs appropriés pour les technologies du transport et les technologies d'énergie renouvelable. Enfin, il faut répondre aux besoins particuliers des Premières Nations, et prévoir des stratégies de transition pour les économies provinciales qui dépendent fortement de la production de combustibles fossiles.

***5.1 Le gouvernement canadien doit réorienter de façon importante les subsides domestiques qu'il accorde aux compagnies pétrolières et gazières canadiennes en les réattribuant à la conservation de l'énergie et au développement de sources d'énergie renouvelables.***

Bien que les plus importantes compagnies canadiennes d'énergie fossile engrangent des profits record, elles continuent de recevoir de généreuses subventions du gouvernement canadien<sup>29</sup>. Non seulement celles-ci ne sont-elles pas économiquement nécessaires, mais elles sont contreproductives en regard du défi crucial de réduire la consommation d'énergie fossile et de combattre les changements climatiques. Les fonds publics servant actuellement à subventionner la production de combustibles fossiles devraient être réorientés vers des programmes qui aideront le Canada à développer la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique et des sources d'énergie alternatives et renouvelables, et à réduire les émissions de GES. Mais en même temps, le cas des compagnies plus petites, y compris les compagnies autochtones qui produisent de l'énergie pour répondre à une demande plus locale et régionale, peut exiger un traitement particulier et l'adoption de politiques fiscales appropriées.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

***5.2 Les programmes gouvernementaux canadiens d'aide aux compagnies et aux gouvernements du Sud pour l'exploitation des ressources d'énergie fossile doivent se réorienter vers des projets de conservation de l'énergie, d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable dans ces pays.***

Comme dans le cas des subventions canadiennes aux entreprises canadiennes, il est contreproductif d'encourager l'exploitation de combustibles fossiles dans le Sud et d'exiger en même temps que les pays du Sud réduisent leurs émissions de GES. De plus, le développement de l'énergie fossile est souvent associé à la corruption, à la violation des droits humains et aux conflits, et entraîne des distorsions dans les économies nationales en créant une trop grande dépendance à l'égard de l'exportation de ressources énergétiques. Le gouvernement canadien, profondément engagé dans le financement bilatéral de l'extraction des combustibles fossiles dans le Sud, doit réorienter son soutien et appuyer les mesures de conservation de l'énergie et d'efficacité énergétique et les projets d'énergie renouvelable<sup>30</sup>.

De même, le Canada doit user de son influence dans les institutions financières internationales telle la Banque mondiale pour obtenir qu'on mette fin au financement de l'industrie des combustibles fossiles<sup>31</sup>. Il doit plutôt appuyer une agence multilatérale appropriée qui financerait des technologies décentralisées d'énergie renouvelable, comme les systèmes de biodigestion, les petites centrales hydroélectriques et les alternatives géothermiques, éoliennes et solaires, et qui encouragerait la dissémination aussi large que possible de ces technologies. Il sera plus approprié en certains cas d'investir dans les mécanismes souples prévus dans le Protocole de Kyoto, par exemple, les projets du Mécanisme pour un développement propre, qui sont conçus et mis en œuvre suivant des critères qui visent le développement durable et la réduction absolue des GES dans l'atmosphère.

***5.3 Le gouvernement canadien doit introduire dans son système de prise de décisions un nouveau filtre public de nature écologique qui prenne en considération la nécessité d'assurer au Canada et au monde entier un avenir énergétique durable et équitable.***

Une plus grande sensibilisation à l'importance de l'intégrité écologique a mené à l'adoption en 1995 de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, en vertu de laquelle toutes les décisions du gouvernement fédéral concernant les grands projets et programmes font l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement. Et depuis peu, on exige pour les nouveaux projets une étude de durabilité (*sustainability impact assessment*). Le gouvernement canadien se doit maintenant de créer un nouveau mécanisme qui assujettira toutes ses décisions importantes à une étude de l'impact des projets en cause sur les changements climatiques et la durabilité énergétique.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

[Pour obtenir plus d'information sur cette section, voir le document d'analyse E: *Canadian and International Subsidies to the Fossil Fuel Industry*, pp. 20-25.]

## **6. Un nouveau paradigme énergétique**

La série de crises engendrées par l'exploitation et la consommation des combustibles fossiles – changements climatiques, pollution, violations des droits humains, guerres, inégalités de richesse criantes et destruction des écosystèmes – nous place face à la nécessité de concevoir et de développer en matière énergétique un paradigme global très différent de l'actuel. Cet effort de vision doit engager la participation des populations les plus négativement touchées par les conséquences de la production et de la consommation des combustibles fossiles. Par exemple, bien que les peuples de l'Afrique sub-saharienne soient vulnérables aux effets des changements climatiques, on a fortement marginalisé leur voix dans les débats portant sur ces enjeux.

Au Canada, KAIROS propose que dans une première étape cruciale vers cette nouvelle vision, on élabore une politique énergétique exhaustive qui prenne acte des problèmes associés à l'utilisation de l'énergie fossile et à notre dépendance à son égard, et qui engage le Canada sur de nouvelles voies. Le présent document de discussion n'aborde pas la grande variété des alternatives et des options d'énergie renouvelable possibles; cela demanderait de nouvelles recherches. Néanmoins nous traiterons brièvement de deux avenues, controversées, qui ont reçu beaucoup d'attention et que nos partenaires du Sud et du Canada ont évoquées: les agrocarburants pour les besoins du transport et l'énergie nucléaire pour les besoins en électricité. En plus des orientations déjà proposées dans les sections précédentes du présent document, un nouveau paradigme énergétique devra inclure les éléments qui suivent.

### **6.1 Le Canada et l'ensemble du monde doivent évoluer vers un paradigme énergétique décentralisé, démocratique et équitable.**

L'industrie du pétrole et du gaz compte parmi les plus concentrées et les plus dépourvues de concurrence<sup>32</sup>. Les citoyens dépendent d'une petite poignée de compagnies pour répondre à leurs besoins en pétrole et en gaz. Cette situation pourrait mener à de graves déficits énergétiques et à des distorsions, surtout lorsque les combustibles fossiles se feront plus rares. Passer de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles à des sources d'énergie renouvelables et durables diminuerait les iniquités qui résultent de la concentration de la richesse énergétique et ouvrirait aux collectivités locales plus de possibilités de produire leur propre énergie et de contrôler leur économie. Nous envisageons un avenir où les collectivités locales

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS – Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

joueront un rôle beaucoup plus grand dans les décisions publiques sur la production, la distribution et la consommation de l'énergie.

Pour bâtir un avenir énergétique juste et durable pour les Canadiens et les Canadiennes, nous devons utiliser de manière plus efficace ce qu'il nous reste d'hydrocarbures, les réservant aux utilisations les plus appropriées, tout en multipliant les efforts de conservation de l'énergie et en opérant la transition vers des sources d'énergie renouvelables.

Pour préserver pour les générations à venir nos réserves déclinantes de pétrole et de gaz, nous devons soulever la nécessité d'éliminer de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) la clause 605 qui requiert du Canada qu'il continue d'exporter ses hydrocarbures non renouvelables vers les États-Unis même si cela devait entraîner des déficits d'énergie au Canada<sup>33</sup>.

***6.2 Le Canada doit prendre des mesures vigoureuses de conservation de l'énergie et d'efficacité énergétique afin de réduire les émissions de GES et de préserver ses rares réserves d'hydrocarbures pour les générations futures.***

On avance parfois que la clé de la solution de la crise du climat réside dans les approches fondées sur le marché et la technologie. Bien que ces approches aient un rôle à jouer, l'ampleur de la tâche – par exemple, réduire éventuellement de 90 % les émissions de GES au Canada – impose de placer au cœur de notre réponse à la crise du climat des stratégies radicales et à long terme de conservation de l'énergie et d'efficacité énergétique<sup>34</sup>.

Suite à des consultations sur le présent document de discussion, KAIROS espère pouvoir proposer aux gouvernements du Canada – fédéral, provinciaux, territoriaux, municipaux et des Premières Nations – d'adopter les objectifs politiques suivants :

- Réduire de manière substantielle la quantité d'énergie utilisée pour chauffer les édifices résidentiels et commerciaux, par des mesures tels des programmes de modifications de rattrapage (*retrofitting*), des codes de construction intégrant l'efficacité énergétique, et le recours au chauffage solaire et géothermique et à d'autres formes alternatives de chauffage.
- Adopter des normes d'efficacité énergétique pour un large éventail d'appareils ménagers et de produits domestiques : fournaies, réfrigérateurs, climatiseurs et produits d'éclairage. Bien que des Canadiennes et des Canadiens soient en mesure d'assumer les coûts associés à des normes écologiques plus sévères, celles et ceux qui vivent dans la pauvreté en sont incapables; il faut donc introduire des mesures de lutte contre la pauvreté en

- même temps que les mesures qui accroîtront la cherté des biens de consommation.
- Adopter pour les véhicules des normes d'efficacité énergétique aussi sévères, sinon plus, que celles de la Californie, qui sont les plus contraignantes en Amérique du Nord.
  - Investir massivement dans le transport public en se concentrant sur le développement des services de train et d'autobus.

KAIROS exhorte ses membres et l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes à envisager des changements de comportement radicaux dans divers domaines (déplacements personnels, utilisation de l'énergie à la maison et achat de biens de consommation, en particulier dans des catégories telle l'alimentation), dans le but de réduire considérablement leur consommation personnelle d'énergie.

### ***6.3 Le Canada doit s'engager vigoureusement dans le développement de sources d'énergie à faible émission de GES et en faire un volet de sa stratégie de réduction de l'utilisation de l'énergie fossile.***

Si le gouvernement canadien se fixait une cible de 20 % d'énergie renouvelable pour l'an 2020, il ouvrirait la porte à toutes sortes de possibilités fort intéressantes de développer de nouveaux secteurs économiques fondés sur un large éventail de technologies alternatives tels les biogaz, l'énergie éolienne, solaire et géothermique, et d'autres sources d'énergie à pollution de très faible à zéro<sup>35</sup>. L'adoption de cette cible devra s'accompagner de programmes d'encouragement au développement d'énergie électrique alternative (par exemple, éoliennes et petites centrales hydro-électriques au fil de l'eau) et de nouveaux systèmes de propulsion des véhicules.

Aucune source ne constituera à elle seule *la* solution. Dans notre effort d'imaginer à quoi ressemblerait un avenir énergétique juste et durable, il nous faut regarder au-delà d'un unique substitut universel aux combustibles fossiles. Différentes zones écologiques pourront avoir recours à des sources d'énergie différentes, appropriées à leur climat et à leurs ressources. Seules la diversité et la créativité d'une multitude d'initiatives, et non un seul soi-disant remède global, sont susceptibles de mener aux solutions et à une économie soutenable et prospère.

### ***6.4 Les agrocarburants, que certains voient comme une importante source alternative d'énergie, ne sont pas une panacée.***

Les petits projets d'agrocarburants, gérés par les collectivités locales pour être durables, peuvent constituer un volet valable d'une économie décentralisée et durable de l'énergie et procurer des revenus aux agriculteurs qui en ont grand besoin. Il faudra du temps pour opérer la transition vers des systèmes de transport

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

moins dépendants des combustibles fossiles et les agrocarburants peuvent avoir un rôle à jouer pour faciliter cette transition.

Mais les cibles de production d'agrocarburants à grande échelle, qu'adoptent plusieurs gouvernements occidentaux, et les changements que cette production entraîne dans l'utilisation des sols soulèvent de sérieuses inquiétudes. Ces plans menacent de remplacer les cultures vivrières, ce qui fera monter les prix et conduira éventuellement à des déficits alimentaires, en particulier pour les pauvres.

Les schémas de production à très grande échelle de combustible à partir de la canne à sucre et des oléagineuses soulèvent également l'inquiétude à cause de leur impact sur les petits agriculteurs et les travailleurs agricoles, sur les écosystèmes et sur la souveraineté alimentaire, particulièrement dans les pays du Sud. De plus, de nombreux indices révèlent que la production actuelle d'agrocarburants ne contribue pas de façon significative à réduire les GES si l'on prend en compte l'énergie utilisée à toutes les phases de leur production<sup>36</sup>.

De nombreux groupes sociaux du Sud s'opposent à la production à grande échelle de biocombustibles destinés à l'exportation car elle menace de remplacer les pratiques d'agriculture durable et de devenir la nouvelle frontière du massacre des écosystèmes de la Terre dans le but de développer encore davantage l'insoutenable modèle de surconsommation des pays du Nord<sup>37</sup>.

Quelle qu'en soit l'échelle, la production d'agrocarburants à partir du panic (ou millet des oiseaux), de résidus agricoles, de la cellulose et d'autres substrats agricoles non alimentaires aura probablement des impacts moins négatifs, mais elle ne saurait remplacer les sources pétrolières d'énergie.

[Pour obtenir plus d'information à ce sujet, voir le document d'analyse *F: Biofuels*, pp. 26-27.]

### ***6.5 Il pourrait s'avérer que l'énergie nucléaire ne soit pas un choix sécuritaire pour remplacer les combustibles fossiles.***

Des voix au gouvernement, dans l'industrie et même dans le mouvement écologique, pointent vers l'énergie nucléaire pour remplacer les combustibles fossiles. Mais l'énergie nucléaire n'est pas forcément l'alternative la plus abordable ni la plus sûre. Il existe de sérieuses réserves à propos de l'option nucléaire, et on doit en tenir compte. Les déchets nucléaires demeurent dangereux pour au moins 250 000 ans, et l'on n'a encore trouvé aucune méthode sûre et avérée d'en disposer. Les émissions de carbone et les contaminants associés à l'extraction de l'uranium posent dès le début de la chaîne d'importants problèmes.

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

Bien qu'on dise du nucléaire qu'il est à émission de GES nulle, une fois qu'une centrale électrique au nucléaire est en opération il faut l'alimenter et l'extraction de l'uranium consomme énormément d'énergie, tout comme l'a exigé la production du béton et des autres matériaux requis pour sa construction. Les coûts de l'eau utilisée pour son refroidissement sont par ailleurs refilés à la société. Tout cela entraîne en fin de compte d'intenses émissions de GES tout au long du cycle de vie d'une centrale électrique au nucléaire.

Les accidents survenus par le passé ont malheureusement démontré la réalité des dangers pour l'écologie et pour les populations associés à l'opération des réacteurs nucléaires, en particulier là où les cadres réglementaires se sont avérés plus faibles. Pour ces raisons et d'autres encore, l'énergie nucléaire soulève de nombreuses questions de coût, de sécurité, de responsabilité publique et de transparence.

Même en bénéficiant de généreuses subventions, l'énergie nucléaire demeure beaucoup plus coûteuse par kilowatt que les sources d'énergie renouvelables<sup>38</sup>. Sans compter les problèmes du traitement et de l'entreposage à long terme des déchets nucléaires, il existe des corrélations inquiétantes entre la production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques et les armes nucléaires. Face à cette litanie de problèmes, lorsqu'on présente l'énergie nucléaire comme produit de remplacement des combustibles fossiles, KAIROS rappelle le principe de précaution et propose aux Églises d'engager le dialogue sur le rôle du nucléaire.

### ***6.6 Les Églises canadiennes ont un rôle crucial à jouer dans la conception et l'instauration d'une réalité énergétique différente.***

Les Églises canadiennes sont un acteur crucial de tout mouvement visant à créer un nouvel avenir énergétique.

Institutions possédant des édifices de culte, des centres de retraite et des espaces de bureaux, nous sommes en mesure de mettre en œuvre des stratégies de réduction de notre consommation d'énergie.

Lieux de recherche théologique, nous explorons et appuyons de nouvelles façons de penser la juste place de l'humanité dans une création interdépendante. Témoins dans la sphère publique, nous pouvons apporter nos convictions et nos idées au développement d'une politique canadienne juste et équitable de l'énergie.

Actionnaires, nous sommes en mesure d'influencer les orientations et les pratiques des compagnies d'énergie fossile en matière d'impacts écologiques et de droits humains. Lieux de compassion et de solidarité, nous avons la capacité d'appuyer

---

*Repenser l'avenir de l'énergie*

KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
Décembre 2007

l'authentique participation des personnes et des groupes marginalisés au développement d'une nouvelle politique de l'énergie. Étant en lien avec des partenaires et des Églises de diverses régions du monde, nous pouvons apporter aux débats canadiens l'éclairage d'expériences et d'innovations qui ont cours à l'extérieur de nos frontières.

Espaces d'éducation et d'engagement, nous pouvons partager notre nouveau savoir écologique, encourager les gens à renforcer leur engagement à faire des gestes personnels de conservation de l'énergie, et démontrer concrètement notre espoir en une nouvelle réalité énergétique fondée sur les principes de solidarité, de durabilité, d'équité, de sobriété et de juste participation. En tant qu'Églises, nous sommes partie prenante de la solution dont nous avons un si pressant besoin.

## **7. Conclusion**

Les discussions publiques en cours et les décisions que l'humanité doit prendre quant aux façons de développer et d'utiliser l'énergie fossile et quant aux alternatives possibles auront une portée déterminante sur les enjeux de justice et de durabilité écologiques pour l'avenir. Le présent document œcuménique de discussion, centré sur les combustibles fossiles, constitue un premier pas pour doter KAIROS d'un cadre d'orientations pour son travail de promotion de la justice dans le domaine de l'énergie. Les enjeux et les questions sont complexes, et il faut donc voir cette démarche comme une contribution parmi d'autres à la colossale entreprise de développer un nouveau paradigme énergétique. Les signes des temps indiquent aujourd'hui que l'utilisation actuelle de l'énergie fossile nous pose un défi sans précédent, une question de vie ou de mort. Mais il y a de l'espoir. Il réside dans l'action collective. KAIROS invite tous ses membres - Églises et agences d'Églises - à entreprendre une réflexion commune et à s'engager de concert sur les enjeux de justice dans le domaine de l'énergie.

<sup>1</sup> KAIROS - *Programme 2006-2011* tel qu'approuvé par le conseil d'administration.

<sup>2</sup> Santé Canada a analysé les données portant sur huit villes importantes du Canada et estimé qu'on peut attribuer 5 900 décès par année dans ces villes à la pollution de l'air. Voir Environnement Canada, Clean Air Online [mai 2007], *Revised Mortality Estimates Due to Air Pollution in Canada*, [http://www.ec.gc.ca/cleanair-airpur/Revised\\_Mortality\\_Estimates\\_Due\\_to\\_Air\\_Pollution-WS2BFC7599-1\\_En.html](http://www.ec.gc.ca/cleanair-airpur/Revised_Mortality_Estimates_Due_to_Air_Pollution-WS2BFC7599-1_En.html). L'Organisation mondiale de la santé a récemment estimé qu'on peut attribuer 800 000 décès par année à la pollution de l'air dans les villes. Voir OMS. *Reducing risks, promoting healthy life*, Rapport sur la santé dans le monde 2002, Genève, ou sur [http://whqlibdoc.who.int/hq/2006/WHO\\_SDE\\_PHE\\_OEH\\_06.02\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/hq/2006/WHO_SDE_PHE_OEH_06.02_eng.pdf).

<sup>3</sup> Pour le classement du Canada et des autres pays industrialisés quant à la performance environnementale, voir [www.environmentalindicators.com](http://www.environmentalindicators.com).

<sup>4</sup> Last, John et al. [1988]. *Taking Our Breath Away*, Vancouver, David Suzuki Foundation, p. 9. Voir aussi [www.davidsuzuki.org/Publications/Climate\\_Change\\_Reports](http://www.davidsuzuki.org/Publications/Climate_Change_Reports).

<sup>5</sup> Voir Paul R. Epstein et Jesse Selber, éd. [mars 2002]. *Oil: A Life Cycle Analysis Of Its Health And Environmental Impacts*, Center for Health and the Global Environment, Harvard Medical School.

<sup>6</sup> « Crête pétrolière fait ici référence à la notion selon laquelle il arrivera un moment où le taux de pompage du pétrole pour l'extraire du sol atteindra un sommet. Quoi qu'il en soit du volume des réserves de pétrole encore existantes, il y a une limite à la vitesse à laquelle nous pouvons de fait extraire le liquide du roc. Une fois atteint ce sommet, le taux quotidien de production déclinera graduellement avec le temps. Les estimés quant à cette crête pétrolière varient de [maintenant] à 2035 et au-delà. » Adam Stein, *Peak oil and other things to keep you up at night*, <http://www.terrapass.com/blog/posts/2005/11/peak-oil-and-other-things-to-keep-you-up-at-night.html>.

<sup>7</sup> Voir Rosemary Radford Ruether, éd. [1996]. *Women Healing Earth*. New York, Maryknoll, Orbis Books.

<sup>8</sup> Pour une description de ce que sont des collectivités durables, voir *Justice - The Heart of the Matter: An Ecumenical Approach to Financing for Development*, préparé en 2001 par la Coalition œcuménique pour la justice pour le compte du Conseil œcuménique des Églises.

<sup>9</sup> Les convictions formulées dans la section 3 trouvent leurs racines dans la tradition chrétienne. On peut toutefois en trouver des échos dans les principes d'autres croyances religieuses et dans ceux des hommes et des femmes de conscience. Earth Chapter (<http://www.earthcharter.org>) présente des principes communs à une grande diversité d'horizons; c'est une ressource utile pour les Églises et les autres collectivités.

<sup>10</sup> Table ronde intergouvernementale sur les changements climatiques [2007]. *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, Genève, Secrétariat de l'IPCC. <http://www.ipcc.ch/SPM13apr07.pdf>.

<sup>11</sup> Mathew Bramley, Derek Neabel et Dan Woynillowicz [2005]. *The Climate Implications of Canada's Oil Sands Development*, Drayton Valley, Alberta, Pembina Institute.

<sup>12</sup> [http://www.tarsandstimeout.ca/index.php?option=com\\_content&task=view&id=30&Itemid=36](http://www.tarsandstimeout.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=30&Itemid=36).

<sup>13</sup> De nombreuses organisations canadiennes, dont Polaris Institute, Parkland Institute, Canadian Center for Policy Alternatives et Sierra Club du Canada, de même que la mairesse de Fort McMurray, madame Melissa Blake, ont exigé un moratoire sur les projets de sables bitumineux. Voir Hugh McCullum [2006]. *Fuelling Fortress America*, Ottawa et Edmonton, Canadian Centre for Policy Alternatives, Polaris Institute et Parkland Institute ([www.tarsandswatch.org](http://www.tarsandswatch.org)).

<sup>14</sup> La capture et l'emprisonnement du carbone consistent à séparer le CO<sup>2</sup> de ses sources industrielles et autres associées à l'énergie, à le transporter vers un lieu d'entreposage et à l'isoler de l'atmosphère à long terme.

<sup>15</sup> Les achats compensatoires consistent à réduire ses émissions de gaz à effet de serre en achetant des crédits d'autres sources d'émissions dans le cadre de projets de réduction des émissions ou programmes d'échange ou commerce de carbone. L'expression désigne souvent des gestes volontaires, organisés par un fournisseur commercial de ventes/achats compensatoires.

<sup>16</sup> On trouvera des exemples de l'impact négatif de certains projets compensatoires sur les collectivités locales dans Larry Lohmann, éd. [2006]. *Carbon Trading: A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power*. Londres, The Corner House.

<sup>17</sup> Les gens se voient forcer de se déplacer à la suite de changements graduels dans leur environnement, changements dont on peut en relier un grand nombre aux changements climatiques tels le relèvement du niveau de la mer, la désertification et la diminution des réserves d'eau. Voir Stefan Lovgren [2005]. « Climate Change Creating Millions of 'Eco Refugees,' UN Warns », dans *National Geographic News*, 18 novembre.

<sup>18</sup> Voir George Monbiot [2006]. *Heat: How to stop the planet burning*. Londres, Penguin Press.

<sup>19</sup> Voir Thomas Homer-Dixon [2006]. *The Upside of Down: Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization*. Toronto, Alfred A. Knopf, chapitre 10.

<sup>20</sup> On ne peut pas attribuer en général les guerres à une seule cause. Cependant le pétrole a clairement constitué un facteur de conflits, par exemple en Iraq (1,6 million de morts depuis 1990), au Nigeria (50 000 depuis 1999), au Soudan (300 000 depuis 2003) et en Colombie (jusqu'à 200 000 depuis 1964). Les personnes déplacées se comptent par millions (4 millions en Iraq seulement depuis 2003). Voir Project Ploughshares. *Armed Conflict Report 2006*, sur <http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Chad.html#Deaths>.

<sup>21</sup> « On a vu le Canada changer considérablement sa façon d'agir dans le monde après le 11/09. D'une nation se faisant la championne de l'internationalisme, des Nations Unies et de la construction de la paix par l'ONU, nous sommes devenus un pays qui appuie l'agressive administration états-unienne agissant en-dehors du cadre du droit international. [...] Dans le but de protéger l'intégration économique déjà réalisée, il nous faut donner à l'administration Bush tout ce qu'elle demande en matière de sécurité. [...] Et voici le lobby de la défense qui clame [que] nous devons [...] mourir en Afghanistan. [...] Telle est la nouvelle dynamique. » Steven Staples cité dans Erik Halliwell [2007], « Canada's Mini-Military-Industrial Complex: Interview with Steven Staples - The outspoken critic the military tried to cover up », dans *Guerilla News Network*, 2 août.

<sup>22</sup> Les troupes états-uniennes se préparant aujourd'hui à demeurer en Iraq en semi-permanence et manœuvrant pour contrôler les goulots d'étranglement du pétrole et de l'énergie dans le monde, la situation a considérablement évolué. La Chine et l'Inde émergent rapidement comme grandes économies importatrices de pétrole alors même que les ressources actuelles de pétrole à l'Ouest, de la Mer du Nord à l'Alaska, déclinent de façon significative. Nous avons ici un scénario préprogrammé d'un futur conflit à grande échelle autour de la ressource. F. William Engdahl [2005]. « The oil factor in Bush's 'war on tyranny' », dans *Asia Times Online*, 3 mars.

<sup>23</sup> « Establish clear legal norms in Canada to ensure that Canadian companies and residents are held accountable when there is evidence of environmental and/or human rights violations associated with the activities of Canadian mining companies », Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Fourteenth Report: Mining in Developing Countries and Corporate Social Responsibility*, 38<sup>e</sup> Parlement, 1<sup>ère</sup> session, juin 2005.

<sup>24</sup> « Depuis déjà plusieurs années, le Sous-comité sur les droits humains et le développement international en a reçu des preuves à propos des opérations de compagnies minières et autres du Canada dans des pays en développement comme la Colombie, le Soudan et la République démocratique du Congo. Plus récemment, il a tenu des audiences sur les activités de la compagnie minière canadienne TVI Pacific Inc. aux Philippines ». *Ibid.*

<sup>25</sup> KAIROS a participé à la démarche de consultation gouvernementale sur les entreprises canadiennes opérant à l'étranger. Voir Groupe consultatif de la Table ronde [2007]. *Advisory Group Report for the National Roundtables on Corporate Social Responsibility and the Canadian Extractive Industry in Developing Countries*, mars.

<sup>26</sup> L'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) vise à faire en sorte que les revenus de l'industrie extractive contribuent au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Au cœur de cette initiative se trouve un ensemble de principes et de critères définissant comment l'EITI devrait être mise en œuvre. Voir <http://www.eitransparency.org/>.

<sup>27</sup> CBC News [2006]. *High illness rate near oil sands worrisome, says Alberta health official*. 10 mars. [www.cbc.ca/canada/story/2006/03/10/oilsands-chipewayan06031](http://www.cbc.ca/canada/story/2006/03/10/oilsands-chipewayan06031).

<sup>28</sup> Nicholas Stern, et al. [2006]. *Stern Review on The Economics of Climate Change*, Londres, HM Treasury. La Stern Review estime que les subventions mondiales aux combustibles fossiles se situent à entre 150 et 250 milliards \$ US par année, alors qu'en 2004, on n'a dépensé que 10 milliards \$ US pour le déploiement de technologies de production d'énergie à partir de sources renouvelables. De plus, Stern rapporte qu'on dépense chaque année 6,4 milliards \$ US additionnels en appui aux biocombustibles et 16 milliards \$ US pour soutenir la production d'énergie nucléaire (p. 367).

<sup>29</sup> Amy Taylor, Mathew Bramley et Mark Winfield [2005]. *Government Spending on Canada's Oil and Gas Industry*, Drayton Valley, Alberta, Pembina Institute ([www.pembina.org](http://www.pembina.org)).

<sup>30</sup> En 2006, Exportation et développement Canada a déboursé 8,599 milliards \$ pour appuyer le secteur pétrolier et gazier et seulement 15 millions \$ pour les combustibles alternatifs et 9 millions \$ pour l'énergie renouvelable ([www.edc.ca](http://www.edc.ca)).

<sup>31</sup> Entre 1992 et la fin de 2004, la Banque mondiale a approuvé 28 milliards \$ US en financement de projets associés aux combustibles fossiles. Ces prêts équivalent à 17 fois le financement qu'accorde la BM à des projets

d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. Voir Jim Vallette, Daphne Wysham et Nadia Martinez [2004]. *A Wrong Turn from Rio*, Washington, Sustainable Energy and Economy Network, Institute for Policy Studies, p. 1. Pour l'exercice financier 2005, les prêts de la Banque mondiale pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique ont dépassé les prêts pour les combustibles fossiles (459 millions \$ US contre 451 millions \$ US). Mais pour l'exercice 2006, la tendance s'est à nouveau inversée, les prêts pour les combustibles fossiles augmentant de 93 % pour se situer à 869 millions \$ US, alors que les prêts pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique n'augmentaient que de 46 % et se situaient à 668 millions \$ US. (Données compilées par le Bank Information Center de Washington à partir de rapports de la BM sur *Implementation of Management Response to the Extractive Industry Review*.)

<sup>32</sup> Plusieurs auteurs ont documenté la concentration des entreprises et les pratiques anticoncurrentielles dans l'industrie du pétrole. Voir par exemple John Blair [1976]. *The Control of Oil*, New York, Vintage Books, et Linda McQuaig [2004]. *It's the Crude, Dude: War, Big Oil and the Fight for the Planet*, Toronto, Doubleday.

<sup>33</sup> Voir John Dillon [2006]. *How NAFTA Limits our Energy Options*, Toronto, KAIROS.

<sup>34</sup> George Monibot [2006]. *Heat: How to stop the planet burning*, Londres, Penguin Press, p. 16.

<sup>35</sup> Selon Ressources naturelles Canada, 15,3% de l'énergie primaire utilisée au Canada en 2004 provenait de sources renouvelables, principalement l'électricité. RNC prévoit une faible croissance de la consommation d'énergie électrique et éolienne au cours des 15 prochaines années et une plus forte augmentation de la consommation de pétrole et de gaz naturel. En l'absence de changements significatifs de politique, l'utilisation totale de l'énergie renouvelable chutera de 14,8 % en pourcentage de la demande primaire d'ici 2020. (Calcul fait à partir du tableau 15, page 135, de Ressources naturelles Canada [2006]. *Canada's Energy Outlook: The Reference Case 2006*, Ottawa, Ressources naturelles Canada.)

<sup>36</sup> Voir KAIROS [2007]. « *Are Agrofuels Alternatives to Oil?* », KAIROS Briefing Paper No. 9, Toronto, KAIROS, mars.

<sup>37</sup> Joao Pedro Stedile [2007]. *Los campesinos latinoamericanos, contra Bush y los biocombustibles. Energia Sur: Energia, ambiente y desarrollo en America Latina*.

[www.energiasur.com/biocombustibles/StedileCampesinosBiocombustibles.htm](http://www.energiasur.com/biocombustibles/StedileCampesinosBiocombustibles.htm).

<sup>38</sup> Selon la David Suzuki Foundation, AECL a reçu entre 1956 et 2000 16,6 milliards \$ en subventions fédérales.